

P : Le FPR affirme qu'il a évacué mardi dernier les milliers de civils qui avaient trouvé refuge dans le stade Amahoro de Kigali. Les réfugiés seraient désormais sous sa protection dans la ville de Byumba.

- Journaux Afrique du 29 avril 94 (1994 JAF 0119)

576/ Afrique matin (1994 JAF 0119 A)

P = Philippe Leymarie

T = Les massacres au Rwanda. Sévère condamnation de Washington. Paris maintient le contact avec l'ensemble des parties pour relancer le dialogue.

P : Les estimations du nombre des victimes sont effrayantes. MSF Belgique n'hésite pas maintenant à parler de 200 000 victimes. L'horreur totale, disent beaucoup de ceux qui ont été témoins. Un génocide, ajoutent les autres, qui comparent même ces pogroms rwandais à la geste nazie.

Itw de Tony Burgener, porte-parole du CICR (Ghislaine Dupont) :

« C'est extrêmement difficile. Imaginez-vous de sortir à Kigali ces jours-ci. Néanmoins, là, on a une lueur d'espoir. Nos gens ont pu créer des contacts avec les autorités... On a pu recommencer à transporter des blessés vers les hôpitaux à Kigali pour la première fois depuis dix jours... On espère qu'on puisse établir une véritable action à Kigali... »

Corr. de Pierre Cayrol de Washington :

« C'est un appel à l'arrêt des massacres au Rwanda qu'ont lancé hier les autorités américaines. Les responsables du département d'Etat ont téléphoné au gouvernement ainsi qu'aux dirigeants militaires du Rwanda pour exiger la fin immédiate des combats dans ce pays... »

Pap. de Monique Mas :

Diffusé la veille au soir

577/ Afrique midi (1994 JAF 0119 B) - 29 avril 1994

P = Sylvie Noël

T = De nouveaux combats à Kigali... Hier, les Etats-Unis ont sévèrement condamné les massacres...

Pap. de Monique Mas :

«Selon l'Onu, le FPR n'aurait même pas répliqué aux tirs de mortier gouvernementaux...Le FPR qui contrôle le centre nord du pays ne veut donner aucune information militaire. Mais de sources concordantes, il assiègerait Ruhengeri...Au sud est, il contrôlerait Kibungo. Hier, au moins 100 000 civils auraient fui ces combats...500 000 pourraient suivre. De leur côté, 10 à 15 000 personnes seraient parvenues nuit après nuit à quitter Kigali pour se réfugier dans le fief du FPR de Byumba... »

Corr. de Pierre Cayrol de Washington :

Diffusée le matin

578/ Afrique soir (1994 JAF 0119 C) - 29 avril 1994

P = Edmond Sadaka

T = Exode, massacres et combats continuent au Rwanda. Des militaires et des miliciens s'en sont pris aujourd'hui à quelques 5 000 civils réfugiés dans un stade situé dans le sud ouest du pays. Il y aurait eu des dizaines voire des centaines de morts.

P : Le HCR a estimé qu'on est en train d'assister à l'exode le plus rapide de l'histoire puisqu'en l'espace de 24 h seulement, ce sont quelques 250 000 personnes qui ont fui le pays vers la Tanzanie. Le HCR affirme disposer d'informations selon lesquelles des militaires et des miliciens armés s'en sont pris aujourd'hui à quelques 5 000 civils réfugiés dans le stade de Cyangugu. Il y a aurait eu 300 morts.

Itw de Panos Moutzis, porte-parole du HCR (Monique Mas) :

« ...La police et l'armée ont jeté des grenades et ont tiré dans le stade...

(Q. de M. M. : Qui étaient ces personnes qui étaient réfugiées dans ce stade ?)

La majorité était des Rwandais d'origine tutsie.

(Q. de M. M. : C'étaient des personnes que justement la Croix rouge internationale essayait d'évacuer en négociant avec les autorités militaires gouvernementales ?)

Absolument. C'était des gens qui étaient déjà déplacés...Ils s'étaient regroupés en espérant être protégés. »

Invité : Panos Moutziz, porte-parole du HCR à Nairobi.

Itw de Panos Moutziz, porte-parole du HCR (Monique Mas) :

« ...

(Q. de M. M. : Est-ce que vous avez posé des questions au gouvernement rwandais concernant ce qui s'est passé dans le stade ?)

... On fait un appel au gouvernement rwandais, aux miliciens, à la police, à l'armée, d'arrêter les massacres contre les civils.

(Q. de M. M. : Il y a également un flux de réfugiés en raison des combats cette fois entre les deux armées ?)

A partir d'aujourd'hui, la frontière avec la Tanzanie est ouverte et nous avons reçu un quart de million de gens et ça continue...

(Q. de M. M. : Est-ce que le HCR est en mesure de répondre à cet exode ?)

Absolument. Nous avons une équipe à la frontière... On envoie des vols d'urgence de Nairobi... »

- Journaux Afrique du 30 avril 94 (1994 JAF 0120)

579/ Afrique matin (1994 JAF 0120 A)

P = Philippe Leymarie

T = Massacres et exode au Rwanda. 250 000 personnes se sont réfugiées en Tanzanie en 24 h. Le secrétaire général des Nations unies demande au Conseil de sécurité de revenir sur sa décision de réduire les effectifs de la Minuar.

Corr. de Pierre Cayrol de Washington :

« ... Dans sa lettre adressée au Conseil de sécurité, M. Boutros-Ghali demande d'urgence au Conseil de reconsidérer sa décision. Je suis convaincu, écrit-il, que l'étendue de la souffrance humaine au Rwanda et ses conséquences pour les pays voisins ne donne pas d'autre alternative au Conseil de sécurité que d'envoyer des troupes supplémentaires dans ce pays. Le secrétaire général cite des estimations selon lesquelles 200 000 personnes seraient mortes au cours des trois dernières semaines. Cette catastrophe humanitaire demande une action urgente de la communauté internationale. M. Boutros-Ghali ajoute que les massacres continuent à grande échelle, spécialement dans le sud. Enfin, d'après le secrétaire général, selon les rares casques bleus demeurés sur place, des préparatifs sont en cours pour de nouveaux massacres dans la capitale Kigali. »

Itw de Panos Moutziz, porte-parole du HCR (Monique Mas) :

Diffusée la veille au soir

580/ Afrique midi (1994 JAF 0120 B) - 30 avril 1994

P = Sylvie Noël

T = La frilosité du Conseil de sécurité de l'Onu face à la situation au Rwanda. Le Conseil qui condamne les massacres a simplement promis d'étudier une proposition de Boutros Boutros-Ghali réclamant l'envoi d'une force internationale massive pour rétablir la paix. L'exode se poursuit vers la Tanzanie...

Pap. de Dominique de Courcelles :

« ... Boutros Boutros-Ghali avait été plus loin en leur demandant de renforcer cette mission et de l'autoriser de faire usage de la force pour arrêter les massacres... Mais devant la réticence des pays membres de l'Onu à envoyer des hommes au Rwanda et malgré le chiffre effarant de 200 000 massacrés donné par Boutros-Ghali avec d'autres tueries en préparation, le Conseil de sécurité a estimé qu'il y avait encore une autre alternative à l'envoi des casques bleus, la voie diplomatique et surtout la solution africaine... Tout en s'abstenant de parler de génocide, le Conseil a désigné l'armée rwandaise comme principale instigatrice des massacres. Par ailleurs, il s'est déclaré prêt à envisager sans tarder l'imposition d'un embargo sur les armes au Rwanda. On le voit, aucune action ferme pour le moment. »

P : Et cette position mitigée de l'Onu a aussitôt provoqué une réaction du FPR.

Suite du pap. de Dominique de Courcelles :

«Le représentant du FPR à New York a déclaré que les propositions de Boutros-Ghali auraient dû être faites il y a deux semaines et qu'elles interviennent un peu tard. Paul Kagame a été plus loin. Il accuse les Nations unies d'avoir trahi le peuple rwandais en lui donnant une fausse confiance alors que les casques bleus avaient été incapables d'arrêter les massacres. « Je préférerais encore qu'il n'y ait pas de présence du tout de l'Onu au Rwanda », a-t-il déclaré. Ce que le FPR attend maintenant de l'Onu, c'est la condamnation ferme du gouvernement provisoire. »

Itw de Jacques Bihozagara, vice-Premier ministre du gouvernement désigné par les accords de paix d'Arusha et membre du bureau politique du FPR :

«... C'est trop tard. Une partie de la population a été décimée complètement. Alors une intervention musclée ne se justifie pas maintenant. Tout ce que nous demandons, c'est justement la prise de position contre ce gouvernement et une assistance humanitaire... »

P : ...Le HCR parle de marée humaine. 400 000 réfugiés ont fui le sud est du pays à destination de la Tanzanie...

Itw de Y. Brigou, porte-parole du HCR à Bruxelles (Anne-Marie Mouradian) :
« D'un côté, la frontière avec le Zaïre est très dangereuse. Donc la plupart des gens qui ont essayé de fuir au Zaïre sont revenus. De l'autre côté, il y avait pas mal de troupes rwandaises qui essayaient de bloquer la frontière avec la Tanzanie. Pour le moment, ils ne sont plus là. L'afflux vers la Tanzanie est beaucoup plus facile que la semaine passée... Des milliers et des milliers de gens essaient de traverser la frontière. Ce qui n'est facile parce que la frontière, c'est une rivière, des lacs qui sont pleins de corps, de gens massacrés qui ne sont pas enterrés. Les gens qui traversent la frontière ont des blessures horribles. Ils sont déjà heureux quand ils arrivent à arriver en Tanzanie... »

581/ Afrique soir (1994 JAF 0120 C) - 30 avril 1994

P = Yves Rocle

T = 250 000 Rwandais se sont réfugiés en Tanzanie. Quant à lui, le Conseil de sécurité renonce pour l'instant à envoyer des casques bleus au Rwanda.

Pap. de Dominique de Courcelles :

Diffusé à midi

Extrait diffusé :

« ... Boutros Boutros-Ghali avait été plus loin en leur demandant de renforcer cette mission et de l'autoriser de faire usage de la force pour arrêter les massacres... Mais devant la réticence des pays membres de l'Onu à envoyer des hommes au Rwanda et malgré le chiffre effarant de 200 000 massacrés donné par Boutros-Ghali avec d'autres tueries en préparation, le Conseil de sécurité a estimé qu'il y avait encore une autre alternative à l'envoi des casques bleus, la voie diplomatique et surtout la solution africaine... Tout en s'abstenant de parler de génocide, le Conseil a désigné l'armée rwandaise comme principale instigatrice des massacres. »

Itw de Jacques Bihozagara, vice-Premier ministre du gouvernement désigné par les accords de paix d'Arusha et membre du bureau politique du FPR :

Diffusée à midi

Corr. de Pierre Cayrol de Washington :

« Le président américain exige l'arrêt des combats au Rwanda. Bill Clinton appelle, je le cite, l'armée rwandaise et le FPR à accepter un cessez le feu immédiat et à reprendre les négociations pour rétablir la paix dans leur pays... »

Mai 1994

P = présentateur

T = titres du journal

- Journaux Afrique du 1er mai 94 (1994 JAF 0121)

582/ Afrique matin (1994 JAF 0121 A)

P = Danielle Lefèvre

T = L'exode des populations vers la Tanzanie s'amplifie. Selon la Tanzanie, 500 000 personnes ont franchi la frontière en 4 jours. Appel au cessez le feu du président américain.

P : ...A Kigali, on parle de 6 000 personnes réfugiées dans une église et une école qui ont été menacées de mort. Les casques bleus ont été chargés de les protéger...

Itw d'Alphonse Marie N'Kubito, président des ligues et associations des droits de l'homme au Rwanda (Christophe Boisbouvier) :

«Je suis vraiment très déçu. Vous savez qu'il y a des gens qui sont emprisonnés dans des hôtels, qu'il y a des gens qui sont à la campagne et qui ne sont pas évacués parce qu'aucune personne n'est neutre pour le moment. La Minuar, c'était vraiment un témoin privilégié. Ça ferait une dissuasion sur les forces gouvernementales qui pour le moment continuent à massacrer les gens de l'opposition modérée et les Tutsi.

(Q. de C. B. : Est-ce que vous pensez que le Rwanda et l'Afrique en général sont victimes d'une discrimination de l'Onu ?)

On voit ce qui se passe en Bosnie. L'Onu déploie beaucoup de gens. Chez nous, c'est 300 000 personnes qui sont tuées...La convention sur le génocide est là. Il y a des personnes en danger qu'il faut secourir. »

Corr. de Pierre Cayrol de Washington :

Diffusée la veille au soir

P : ...On reparle d'une participation de l'armée ougandaise aux côtés du FPR. Mais à Kampala, on insiste sur les efforts accomplis au contraire pour faire cesser les combats.

Corr. de Jean Hélène de Nairobi :

«... Il y aurait toujours de source diplomatique un partage des tâches. Kampala se chargerait de convaincre le FPR tandis que les autorités zaïroises maintiennent le

contact avec Kigali, la Tanzanie offrant officiellement sa médiation. Mais jusqu'à présent, ces efforts sont demeurés vains.»

583/ Afrique midi (1994 JAF 0121 B) - 1^{er} mai 1994

P = Pascal Gauthier

T = ... Les dizaines de milliers de gens qui fuient vers la Tanzanie sont désormais bloqués. Le FPR n'a pas donné d'explication.

P : Les combattants du FPR semblent poursuivre leur progression à l'est du Rwanda. Ils ont même fermé la frontière avec la Tanzanie, selon plusieurs organisations humanitaires... Le gouvernement intérimaire estime pour sa part que le mouvement bénéficie de l'aide de l'Ouganda...

Corr. de Jean Hélène de Nairobi :

Diffusée le matin

Itw d'Alphonse Marie N'Kubito, président des ligues et associations des droits de l'homme au Rwanda (Christophe Boisbouvier) :

Diffusée le matin

Itw de Pascal Gayama, secrétaire général adjoint de l'Oua (Addala Benraad) :

« ... Nous en avons appelé aux deux parties à cesser les hostilités et à négocier... Il ne faut pas que ce soit des déclarations unilatérales... »

P : A noter que le roi Kigeri V, déchu en 1960, appelle des Etats-Unis à rétablir la paix et à cesser les massacres.

584/ Afrique soir (1994 JAF 0121 C) - 1^{er} mai 1994

P = Sylvie Noël

T = La frontière fermée entre le Rwanda et la Tanzanie par le FPR. Résultat : l'exode des réfugiés est stoppé. Le FPR dément s'opposer au départ des réfugiés. Mais dans le même temps, il interdit au CICR de se rendre sur place.

Corr. de Jean Hélène de Nairobi :

« Près de 500 000 civils rwandais se sont donc réfugiés en Tanzanie depuis 5 jours devant l'avancée des troupes du FPR. Actuellement, le FPR contrôle le poste frontière de Rusomo où la rivière Akagera sépare le Rwanda de la Tanzanie... Le CICR a tenté dimanche de passer le pont de Rusomo pour distribuer des vivres dans le sud est du Rwanda. Mais, selon un membre du CICR, les maquisards du FPR leur ont demandé d'attendre jusqu'à lundi sans expliquer pourquoi. Deux explications possibles : soit le FPR veut montrer aux paysans hutus qui forment le gros des réfugiés qu'ils n'ont rien à craindre de la présence du FPR, soit celui-ci veut se donner le temps de nettoyer la région des éléments hostiles, à savoir les soldats des forces régulières et les miliciens. Pour sa part, le FPR a démenti avoir fermé la frontière et il demande par ailleurs aux fuyards de rentrer volontairement dans leur pays. Mais d'après les responsables humanitaires, les réfugiés en Tanzanie craignent le FPR, un mouvement essentiellement tutsi. »

P : Les pourparlers de paix pourraient reprendre mardi en Tanzanie... C'est ce qu'indique le président tanzanien...

- Journaux Afrique du 2 mai 94 (1994 JAF 0122)

585/ Afrique matin (1994 JAF 0122 A)

P = Danielle Lefèvre

T = Des difficultés pour l'acheminement des secours aux populations civiles qui veulent quitter le pays. Le FPR dément avoir accepté de discuter demain à Arusha avec les représentants du gouvernement.

Corr. de Jean Hélène de Nairobi :

Diffusée la veille au soir

P : ... Le FPR a confirmé qu'il ne discutera jamais d'un cessez le feu avec le gouvernement illégitime du Rwanda...

586/ Afrique midi (1994 JAF 0122 C) - 2 mai 1994

P = Patrick Adam

T = Kigali est calme ce matin. Mais des obus tirés aux abords de l'église de la Sainte Famille située au cœur de la capitale ont fait hier 12 morts et 113 blessés. Le FPR dément avoir fermé la frontière avec la Tanzanie.

Pap. de Monique Mas :

«...Une église qui abrite des centaines de personnes et qui est devenu un des principaux pôles de rassemblement pour environ 6 000 réfugiés. Les obus n'ont pas touché l'église mais la foule à l'extérieur. Les Nations unies n'ont pas établi l'origine des tirs mais elles avaient fait état tout récemment de menaces de mort à l'encontre de ces rescapés des massacres, coincés dans un secteur contrôlé par les forces gouvernementales... Une délégation politico-militaire de haut niveau du FPR sera demain en Tanzanie pour rencontrer le président Mwinyi. De son côté, Kigali devrait envoyer une délégation de militaires en renfort de son ministre de la Communication déjà sur place. Mais le FPR n'est pas du tout disposé à les rencontrer. »

Invité : Jean Marie Ndagijimana, ambassadeur du Rwanda à Paris

Itw de Jean Marie Ndagijimana, ambassadeur du Rwanda à Paris (Christophe Boisbouvier) :

« ...Les massacres à grande échelle continuent surtout dans le sud du Rwanda, dans la ville de Butare et dans les campagnes de cette même préfecture. Les massacres continuent dans la préfecture de Cyangugu, dans la préfecture de Kibungo et dans certaines autres régions du pays et sans oublier bien sûr Kigali. J'estime que la population rwandaise est prise en otage. Le gouvernement disant : nous n'arrêtons pas les massacres si le FPR continue d'attaquer et le FPR disant : nous n'arrêterons pas de nous battre si les massacres ne s'arrêtent pas. Donc il est plus que temps que les Nations unies reviennent sur leur décision... ou l'Oua sur financement international parce que l'Oua n'a pas les moyens aujourd'hui de financer des opérations de grande envergure.

(Q. de C. B. : Est-ce que vous pensez à des pays frontaliers du Rwanda comme le Zaïre ou la Tanzanie ?)

Pourquoi pas...

(Q. de C. B. : Est-ce que le gouvernement provisoire a une part de responsabilités dans la poursuite des massacres ?)

Sur le terrain il n'y a pas eu de décision prise pour calmer la situation. Au contraire on fait état de déclarations semblant encourager la poursuite des massacres. Le cas le plus récent, c'est celui qui concerne la ville de Butare. On avait un préfet qui était considéré par tout le monde comme un homme de paix...

(Q. de C. B. : Je crois que vous aussi en tant qu'ambassadeur à Paris vous êtes récusé par le gouvernement provisoire ?)

C'est la même logique parce que moi-même, j'appartiens à cette tendance modérée de notre pays. J'ai fait des propositions allant dans le sens des institutions d'Arusha pour mettre fin à la guerre et aux massacres. Et cela en soit constitue un crime aux yeux du gouvernement actuel.

(Q. de C. B. : Est-ce qu'après tant de massacres, il reste en vie quelques hommes providentiels pour sauver ce qui peut l'être ?)

Ne disons pas providentiel mais il existe encore heureusement des hommes politiques qui sont reconnus par la population et par la communauté internationale. On a des rescapés... J'ai suggéré que Faustin Twagiramungu soit associé à toute tentative de négociation... Je profite ici de lancer un appel à nos frères du FPR. Parce

que je comprends que l'arrêt des massacres constitue un préalable incontournable... mais je pense que, du côté du FPR, il y a lieu de penser éventuellement à accepter un cessez le feu qui irait de paire avec un début de solution en ce qui concerne les massacres sans ce que cela n'implique évidemment qu'on comprenne le lien entre les deux. »

587/ Afrique soir (1994 JAF 0122 D) - 2 mai 1994

P = Yves Rocle

T = L'exode en direction de la Tanzanie est stoppé. Paris charge son ambassadeur à Kigali de prendre contact avec toutes les parties rwandaises.

Corr. de Jean Hélène de Rusomo :

« Nous sommes aux chutes de Rusomo, là où la rivière Akagera tombe en grondant d'une falaise de 20 mètres. De temps à autre, 20 fois par heure selon un riverain, un cadavre roule dans les eaux bouillonnantes puis poursuit son macabre chemin au fil de l'eau. Au pied des chutes, une trentaine de victimes des massacres sont restées coincées dans les rochers et l'odeur des corps en décomposition monte jusqu'au pont métallique qui surplombe de 15 mètres la rivière séparant le Rwanda de la Tanzanie. D'un côté, quelques soldats tanzaniens débonnaires et de l'autre, une vingtaine de combattants du FPR, très calmes eux aussi. Ils tiennent depuis quatre jours le poste frontière de Rusomo... Impossible aux journalistes ou aux organisations humanitaires de passer au Rwanda. « Il vous faut l'accord de nos supérieurs », disent les officiers présents, qui assurent pourtant que la route est libre jusqu'aux abords de Kigali. Côté tanzanien, des centaines de machettes, de bûches et de piques aussi ont été entassés ça et là, confisqués par les douaniers tanzaniens pour éviter que ces instruments ne servent à tuer au cas où des violences éclateraient dans le camp voisin de Benako. »

Pap. de Monique Mas :

Diffusé à midi

P : L'ambassadeur de France au Rwanda se rendra demain en Tanzanie. Jean Pierre Marlaud a quitté Kigali au début du mois d'avril. Il vient d'être chargé d'une mission d'évaluation et de contact.

Itw de Richard Duquet, porte-parole du ministère des Affaires étrangères (Addala Benraad) :

«...Il faut que les parties s'orientent à nouveau vers le dialogue, vers la réconciliation, dans la logique des accords d'Arusha. Vous savez que la France avait été à l'origine des premiers contacts qui avaient débouché sur les accords d'Arusha... »

- Journaux Afrique du 3 mai 94 (1994 JAF 0123)

588/ Afrique matin (1994 JAF 0123 A)

P = Danielle Lefèvre

T = Arrêt de l'exode vers la Tanzanie. L'Onu prend des contacts avec l'Oua pour entreprendre de nouvelles initiatives susceptibles de ramener le calme dans le pays.

P : ... Il y aura bien une réunion à Arusha, mais sans doute pas de rencontre entre le FPR et le gouvernement intérimaire... Le FPR qui réclame maintenant le départ du représentant du secrétaire général de l'Onu, Jacques Roger Booh Booh, qu'il accuse de s'être comporté de manière partisane. Pour le FPR d'ailleurs, toute action de l'Onu serait de toute façon tardive dans la mesure où le génocide est presque terminé...

Corr. de Jean Hélène de Rusomo :

Diffusée le matin

589/ Afrique midi (1994 JAF 0123 C) - 3 mai 1994

P = Patrick Adam

T = Les bombardements ont repris ce matin à Kigali avec une certaine réaction de la communauté internationale. Les Etats-Unis notamment se disent prêts à financer une force internationale de paix, à condition qu'elle soit placée sous l'égide de l'Onu. Les Nations unies qui invite les pays africains à se mobiliser.

P : ... Les Nations unies prévoit d'évacuer 300 personnes de l'hôtel des Mille Collines. Quatre obus de mortier sont tombés à proximité ce matin sans faire de victimes.

Pap. de Monique Mas :

«Il paraît clair en Occident que personne n'est prêt à engager des troupes sur le terrain... avec l'idée de passer le relais à l'Oua... Bref, les Occidentaux semblent prêts

à payer pour une force multinationale à laquelle ils ne participeraient pas. Elle pourrait émaner de l'Oua. Le secrétaire général de l'Onu travaille sur cette option... »

590/ Afrique soir (1994 JAF 0123 D) - 3 mai 1994

P = Edmond Sadaka

T = Situation plus chaotique que jamais au Rwanda. Violents combats à Kigali aujourd'hui encore. La tentative de médiation engagée par la Tanzanie apparaît pour le moins compromise.

Pap. de Monique Mas :

« Le FPR durcit le ton. Pour lui, il n'y a plus rien à négocier avec ce gouvernement. C'est ce que son président, le colonel hutu Alexis Kanyarengwe, est allé en personne expliquer en Tanzanie... Il s'étonne de ce que la communauté internationale lui demande le service d'un cessez le feu à ce gouvernement formé par les faucons militaires du régime. Selon le FPR, ce gouvernement a orchestré un massacre politico-ethnique parce que justement il refusait l'accord de paix d'Arusha. Et cette fois pour le FPR, il n'y aura pas d'Arusha bis, pas de partage du pouvoir avec eux... Ce qu'il attend de la communauté internationale, c'est une aide humanitaire car désormais l'objectif déclaré du FPR, c'est d'arrêter les massacres en gagnant la guerre et en rétablissant sur la scène politique les partisans d'un changement tous partis confondus. »

P : Ballet diplomatique à Arusha...

Itw de Prudence Bushnell, sous-secrétaire d'Etat adjointe aux affaires africaines (Pierre Cayrol) :

« C'est un problème international... Nous faisons ce que nous pourrons faire mais en fin de compte c'est aux Rwandais de mettre la paix dans leur pays.

(Q. de P. Q. : Il n'est pas envisageable que les Etats-Unis envoient des soldats ou participent à un effort financier pour que des militaires de la région soient envoyés là-bas au Rwanda ?)

Nous n'allons pas envoyer des troupes nous-mêmes. S'il y a un plan qui demande notre support financier, nous allons le regarder de très près parce nous voulons absolument que cela cesse maintenant.

(Q. de P. Q. : Est-ce qu'on ne peut pas envisager l'embargo sur les armes livrées au Rwanda ?)

Oui. Nous avons déjà initié une résolution au sein du Conseil de sécurité pour un embargo aux armes. »

P : ... La France va débloquer 3 millions de francs pour venir en aide au Rwanda, annonce faite par le ministre français de la Coopération.

Invité : Le docteur Kurg, médecin belge coordinateur santé au HCR dans le camp de Benako en Tanzanie.

Itw du docteur Etienne Kurg, médecin belge coordinateur santé au HCR dans le camp de Benako en Tanzanie (Jean Hélène) :

«...Jeudi après midi, le pont de Rusomo a été débloqué et là, on a eu le plus grand afflux de l'histoire du HCR. 250 000 personnes ont traversé le pont en 24 heures.

(Q. de J. H. : Comment vous expliquez ce déblocage brusque de la frontière ?)
Il y a eu l'approche du FPR de la région en question. Il y a eu des combats et l'armée s'est retirée du pont et à ce moment-là tous les gens ont commencé à traverser...

(Q. de J. H. : Dans quel état vous avez trouvé les réfugiés ?)

Apparemment, ils étaient très contents de passer la frontière...

(Q. de J. H. : Et le camp est déjà installé ? Vous aviez mis les infrastructures ?)

Non. Il est absolument impossible d'installer un camp pour 250 000 personnes en 48 heures...

(Q. de J. H. : Est-ce que vous avez demandé au FPR de rouvrir la frontière ?)

On n'a pas eu de contacts à ma connaissance. On suppose qu'il y a encore des gens qui veulent se réfugier...

(Q. de J. H. : Beaucoup de blessés parmi les réfugiés ?)

Très peu. Apparemment, ils sont partis en entendant les combats au loin...

(Q. de J. H. : La rivière Akagera charrie des cadavres.)

Depuis le début du conflit, il y a des cadavres qui flottent tous les jours sur la rivière.

(Q. de J. H. : Ca ne crée pas des menaces d'épidémies pour les réfugiés ?)

Pas pour les réfugiés parce qu'ils sont quand même assez loin de la rivière. Mais à d'autres endroits oui parce qu'il y a la population locale et plus loin dans le nord où on avait compté à un moment 30 cadavres par heure flottant sur la rivière. »

- Journaux Afrique du 4 mai 94 (1994 JAF 0124)

591/ Afrique matin (1994 JAF 0124 A)

P = Pascal Gauthier

T = Le FPR refuse de parler avec le gouvernement rwandais d'un cessez le feu. Les contacts diplomatiques se multiplient pour l'envoi d'une force africaine au Rwanda.

Pap. de Monique Mas :

Diffusé la veille au soir

P : Le FPR entend donc imposer la paix par la guerre. Il n'est pas question pour lui d'intervention internationale. Pourtant l'idée d'envoyer une force africaine est de plus en plus évoquée.

Pap. d'Assane Diop :

« Les Etats-Unis sont revenus à l'attaque par la voix de leur représentante à l'Onu. Madeleine Albright a notamment déclaré que cette force pourrait s'inspirer des casques blancs déployés au Liberia... Le Nigeria qui préside actuellement le Conseil de sécurité de l'Onu envisage de déposer un projet de résolution pour obtenir le feu vert de l'Onu sur l'envoi d'une mission d'interposition africaine... »

Itw de Michel Roussin, ministre français des Affaires étrangères, devant l'assemblée nationale :

« Notre ambassadeur au Rwanda a été chargé d'une mission d'évaluation et de contact pour obtenir un cessez le feu et la reprise du dialogue entre les Rwandais. Notre ambassadeur rencontre toutes les parties... Enfin, tant que les conflits ne sont pas apaisés, il est de notre devoir de continuer à mener des opérations humanitaires... Mais il faut faire plus. Le ministre de la Coopération prolongera les opérations d'urgence indispensables déjà entreprises par des financements complémentaires. A cette fin, j'ai décidé un redéploiement de crédits de 3 millions de francs. »

P : Les Etats-Unis ont décidé une aide d'urgence de 5 millions de dollars aux réfugiés rwandais et burundais. En tout, Washington a prévu une enveloppe de 15 millions. Pendant ce temps, les combats se poursuivent à Kigali...

592/ Afrique midi (1994 JAF 0124 C) - 4 mai 1994

P = Patrick Adam

T = De très violents combats à Kigali. Les plus intenses selon la Minuar. 3 soldats de la Minuar ont été blessés hier soir...

P : ... Alors que les casques bleus tentaient de les évacuer d'un hôtel du centre ville, le convoi qui rassemblait 62 personnes a du faire demi-tour pour une nouvelle fois se réfugier à l'intérieur de l'hôtel. Le CICR affirme qu'un obus est tombé hier sur l'église de la Sainte Famille.

Pap. de Monique Mas :

«Le gouvernement dément...mais les combats seraient concentrés dans l'est de la ville... A l'aéroport où deux obus ont blessé très grièvement trois casques bleus ghanéens. Selon l'Onu, ces obus ont été tirés par le FPR en réplique aux forces gouvernementales qui ont déployé une douzaine de pièces d'artillerie autour de l'aéroport...C'est pour l'instant en vain que l'Onu leur a demandé d'enlever ces armes lourdes. Autre revers diplomatique pour l'Onu. L'échec hier soir d'une tentative d'évacuation de 62 personnes d'un hôtel du centre ville. Les Forces gouvernementales lui ont reprochée de ne pas avoir respecté un accord d'échange avec des personnes réfugiées dans des quartiers aux mains du FPR. Stoppé sur la voie de l'aéroport par des militaires et des miliciens, le convoi est reparti vers l'hôtel avec 7 blessés. Les négociations se poursuivent. »

P : Dans cette bourrasque, une lueur d'espoir. Des enfants ont pu être évacués.

Suite du pap. de Monique Mas :

« Le CICR est parvenu hier à évacuer sur Goma 350 enfants d'un orphelinat de la région de Gisenyi. La Croix rouge précise que l'opération s'est faite avec le concours des autorités civiles et militaires gouvernementales... »

P : Le FPR a déjà qualifié de trop tardive et d'inutile une intervention de troupes étrangères au Rwanda parce que, dit le FPR, le génocide a déjà été commis. Un avis que ne partage pas le ministre du Plan du gouvernement intérimaire. De passage à Dakar, il a réclamé une intervention rapide d'une force étrangère.

Itw d'Augustin Ngirabatware, ministre du Plan du gouvernement intérimaire (Nicolas Baliqie) :

« Je lance un appel à la communauté internationale pour secourir ces populations. De la communauté internationale, nous attendons le pouvoir de conviction à exercer auprès du FPR que c'est la seule logique de paix qui pourrait permettre aux Rwandais de vivre. Troisièmement, c'est cette force internationale neutre et très efficace que l'on devrait déployer le plus rapidement possible, d'extrême urgence, au Rwanda pour aider le gouvernement et le FPR à maintenir le cessez le feu et permettre justement que les négociations puissent redémarrer. Et quand je parle de cette force internationale neutre et efficace, le gouvernement rwandais n'exclut aucun pays mais nous pensons que, de toute façon, eu égard à l'implication directe ou indirecte, les forces armées officielles de l'Ouganda ne devraient pas y participer, l'armée burundaise ne devrait pas y participer, pour ce qui est de l'armée belge, je crois que la Belgique a déjà décidé de ne pas participer à ce genre de force au Rwanda. »

Invité : Prudence Bushnell, sous-secrétaire d'Etat adjointe aux affaires africaines.

Itw de Prudence Bushnell, sous-secrétaire d'Etat adjointe aux affaires africaines (Pierre Cayrol) :

« ... Nous avons beaucoup travaillé à Kigali pour mettre en place les institutions sous les accords d'Arusha. Quant cette tragédie a éclaté le 6 avril, nous avons continué nos efforts et nous continuons nos efforts à mettre fin à cette tuerie horrible, à persuader les deux parties à avoir un cessez le feu et à recommencer les négociations... »

593/ Afrique soir (1994 JAF 0124 D) - 4 mai 1994

P = Edmond Sadaka

T = Des violences encore jamais égalées aujourd'hui à Kigali. Les quelques 200 casques bleus réclament des renforts. Quatre de leurs collègues ont été blessés en 24 heures.

Itw de Philippe Gaillard, représentant du CICR à Kigali (Catherine Ninin) :

« Ca a sans doute été de loin une journée avec des échanges de tirs à l'arme lourde des plus violentes depuis cette journée du 6 avril... Nous-mêmes, nous avons été pris dans le feu croisé parce qu'on a des entrepôts qui se trouvent dans le parc industriel. C'est justement l'endroit où avaient lieu les combats... On a pu finalement obtenir une espèce de trêve qui a duré une vingtaine de minutes pour pouvoir procéder à l'évacuation de toutes ces personnes. »

Pap. de Monique Mas :

« La communauté internationale n'en finit pas d'exprimer sa préoccupation devant ce qu'elle qualifie de désastre humanitaire... Mais la communauté internationale se garde bien de désigner les auteurs des massacres. Massacres qu'elle semble d'ailleurs ranger sur le même plan que la guerre. En Tanzanie, africains et Occidentaux ont fait le forcing pour asseoir autour d'une table gouvernement et FPR. Le FPR refuse, le gouvernement se déclare prêt à négocier un cessez le feu. A chacun sa tactique diplomatique ou militaire. Mais en tout cas s'interposer entre eux, c'est aussi sans doute risquer d'entrer en guerre contre l'une des parties au profit de l'autre. »

Invité : Philippe Gaillard, représentant du CICR à Kigali

Itw de Philippe Gaillard, représentant du CICR à Kigali (Catherine Ninin) :

« Il y a parfois dans cet enfer des lueurs d'espoir... Quelques jours après que 21 orphelins aient été massacrés à Butare ainsi que 13 volontaires de la Croix rouge rwandaise, quelques jours plus tard, on a pu sauver 351 orphelins dont s'occupaient

des religieuses à Nyundo, tout près de Gisenyi. Je dois souligner qu'on a eu une collaboration des plus hautes autorités gouvernementales pour accompagner ces 351 orphelins ainsi que les 25 personnes qui les encadraient jusqu'à la frontière zaïroise où ils ont été reçus par les délégués du CICR et, sauf erreur, par le consul de France. **(Q. de C. N. : Le CICR travaille dans le reste du pays. Quelle est la situation actuelle ?)**

Il n'y a pas une seule région, une seule colline du Rwanda qui ait échappé à la violence... On est en train de commencer une évaluation de la situation des populations civiles dans le sud est du Rwanda... Puisque toutes sortes de rumeurs circulent sur le sort des populations civiles qui sont restées à l'intérieur du pays. Je pense qu'on aura une image assez claire dès demain.

(Q. de C. N. : Quelle est la situation à Gitarama ?)

Vous savez que le gouvernement intérimaire est à Gitarama. Il y a énormément de populations qui ont fui Kigali dans le dénuement le plus complet. J'ai reçu hier matin l'invitation formelle du gouvernement rwandais pour, avec l'accord des religieuses, transformer le centre religieux de Kabgayi, qui est le plus grand centre religieux du Rwanda, en hôpital CICR... Je ne suis pas optimiste du tout. J'ai le sentiment qu'il n'y a plus de dialogue possible, que malgré certaines pressions internationales, il sera extrêmement difficile d'arrêter cette machine infernale qui est en route au Rwanda... J'ai bien l'impression que des deux côtés le désespoir est tel qu'on est prêt à pousser l'exercice jusqu'au bout. Et je crois qu'on a pas fini de voir des horreurs. »

- Journaux Afrique du 5 mai 94 (1994 JAF 0125)

594/ Afrique matin (1994 JAF 0125 A)

P = Pascal Gauthier

T = Combats extrêmement violents à Kigali...

P : ...Les Etats-Unis sont favorables à l'envoi d'une force africaine. Mais le ministre français des Affaires étrangères estime que l'Onu doit faire face à ses responsabilités, tout en précisant que le sine qua non d'une intervention efficace est un cessez le feu.

Pap. de Monique Mas :

Diffusé la veille au soir

P : ... Amnesty international demande l'envoi immédiat d'une mission de l'Onu pour enquêter sur les violations des droits de l'homme et l'Unicef demande aux belligérants d'épargner les enfants...

595/ Afrique midi (1994 JAF 0125 C) - 5 mai 1994

P = Patrick Adam

T = Toujours de très violents combats à Kigali, même la nuit, c'est la première fois. En Tanzanie...l'échec encore une fois.

Itw du général Dallaire, commandant de la Minuar (Corinne Mandjou) :

«Hier à Kigali et dans les environs, il y a eu pas mal de combats entre notre quartier général et l'aéroport. Et encore ce matin... Dans le reste du pays, c'est très difficile de savoir vu que nous sommes exceptionnellement limités de nous rendre, vu les milices et les groupes de défense qui empêchent notre passage...

(Q. de C. M. : L'Onu n'envisage pas l'envoi de renforts à Kigali ?)

Renforts, pour moi, n'est pas une question à moins que les Nations unies regardent à modifier le mandat pour accomplir d'autres activités. Mon mandat ici, qui a été modifié le 21 avril, est très clair. Je dois maintenir les communications pour tenter de mener les deux côtés à un cessez le feu. Je dois aider à coordonner les efforts d'aide humanitaire. Je dois être en mesure de maintenir la sécurité des Rwandais qui sont venus sous notre contrôle depuis le début de la guerre et de faire, si possible, des opérations de transfert de réfugiés entre les deux zones, si les belligérants sont d'accord. »

Pap. de Christophe Boisbouvier :

«En effet, il y a deux blocages. D'abord un blocage entre Rwandais. Le FPR refuse de négocier avec un gouvernement intérimaire, qui, lui, refuse de s'effacer. Pas de dialogue, pas de cessez le feu. Et de ce point de vue, il n'y aura sans doute pas de vraies négociations tant que d'un côté les troupes rebelles continueront de renforcer leurs positions militaires, dans le sud est notamment. Et tant que de l'autre côté, le gouvernement continuera de laisser les mains libres aux milices qui massacrent des civils, en province notamment. Il y a un second blocage entre puissances internationales cette fois. La France souhaite, après un hypothétique cessez le feu, l'envoi de casques bleus. C'est ce qu'a dit Alain Juppé hier. Alors que les Etats-Unis, peut être traumatisés par leur expérience en Somalie, préfèrent n'envoyer aucun nouveau casque bleu mais plutôt des casques blancs africains financés par les pays riches...En attendant, les combats s'intensifient, les massacres risquent de continuer... »

P : ... Comble de l'horreur. Alors que les combats continuent et que la diplomatie se perd, 250 000 personnes, la moitié sont des enfants, sont réfugiés à la frontière entre le Rwanda et la tanzanie. Depuis hier, des pluies torrentielles s'abattent sur ce qui est devenu le plus grand camp de réfugiés du monde. Le HCR craint des épidémies. Malgré la pluie, les réfugiés manquent d'eau. L'eau de la rivière Akagera est imbuvable et pour cause, les cadavres des victimes des massacres. D'après les témoins, il y a comme ça un cadavre qui passe chaque minute.

596/ Afrique soir (1994 JAF 0125 D) - 5 mai 1994

P = Edmond Sadaka

T = Pour la troisième journée consécutive, de très violents bombardements à Kigali. Un avion de l'Onu a notamment essayé des tirs ce matin. Les Nations unies décident de suspendre leurs vols à destination de Kigali.

Corr. de Jean Hélène de Nairobi :

« L'aéroport de Kigali pour lequel les Nations unies essayent d'obtenir le respect de la neutralité de la part des belligérants est de plus en plus menacé par les combats qui s'intensifient dans la capitale... Cette navette aérienne effectuée par des appareils canadiens entre Nairobi et Kigali restent le seul lien maintenu par les Nations unies entre le Rwanda et l'extérieur. »

Pap. de Christophe Boisbouvier :

Diffusé à midi (papier légèrement réécrit)

Reportage de Jean Hélène dans le camp de Benako en Tanzanie :

Cris d'enfants enregistrés

« Il y a déjà foule devant ce dispensaire du camp de Benako qui n'est pas encore achevé... Le HCR est un peu débordé par ces 250 000 personnes... »

Docteur Etienne Kurg, coordinateur du CICR :

Apparemment, ils étaient très contents de passer la frontière...

Jean Hélène :

Plus de la moitié des réfugiés rwandais viennent des camps de déplacés de la région de Murambi... Marcus Dolder (?), responsable des opérations transfrontalières au CICR, explique cet afflux de réfugiés d'abord tutsis, ensuite hutus, en Tanzanie, depuis la reprise de la guerre civile.

Marcus Dolder :

La première vague, c'est quand les affrontements entre le FPR et les FAR ont commencé... On a essayé en collaboration avec la fédération et la Croix rouge tanzanienne de mettre en œuvre une distribution. Alors aujourd'hui, on essaye de distribuer 280 tonnes d'haricots...

Jean Hélène :

... Peu de blessés aussi. Les gens ont fui avant d'être pris dans les combats. Mais la majorité, étant d'origine hutue, ont tous eu très peur d'être massacrés par le FPR.

Un Rwandais :

On a quitté Murambi parce qu'on était poursuivi par l'armée du FPR.

(Q. de J. H. : Vous aviez des raisons d'avoir peur de cette armée du FPR?)

On avait pratiquement raison parce qu'il y avait un conflit ouvert.

(Q. de J. H. : Vous avez vu des massacres ?)

Oui moi personnellement j'ai vu des massacres, y compris ma famille. Parce que j'ai pu m'enfuir seul. Je voyais ça de loin. Mais ceux qui ont pu quand même fuir étant

auprès de ma famille, on m'a dit qu'on a massacré tout le monde qui était resté évidemment derrière.

(Q. de J. H. : Et maintenant est-ce que la frontière est toujours ouverte ?)

Un autre Rwandais :

Oui il paraît que le FPR a fermé la frontière.

(Q. de J. H. : Et pourquoi à votre avis le FPR a fermé la frontière ?)

Pour pouvoir massacrer les gens qui sont restés à l'intérieur.

(Q. de J. H. : Ils cherchent les soldats et les miliciens. Pourquoi les civils ?)

Les gens qui sont restés derrière nous ont dit que le FPR conduit les gens et tirent sur eux.

Jean Hélène :

A quelques kilomètres de là, au poste de Rusomo, la Croix rouge tanzanienne a installé un camp de toile pour les réfugiés de la première heure, les Tutsi, qui ont fui les massacres perpétrés par des miliciens hutus. Selon Eric Nibwami (?), un responsable du camp, il y a environ 3 000 personnes mais elles n'ont pas encore l'intention de rentrer bien que le FPR contrôle la frontière sud est.

Eric Nibwami (?), un responsable du camp de Rusomo :

Jusque là, personne n'est venu dire au responsable de notre camp qu'il va rentrer. En plus, je crois qu'ils craignent qu'il puisse y avoir des combats entre les deux belligérants.

Jean Hélène :

Mais une vingtaine de réfugiés sont tout de même passés de l'autre côté du pont de Rusomo, envoyés en éclaireurs pour voir s'il est possible de rentrer au village sans risque. »

- Journaux Afrique du 6 mai 94 (1994 JAF 0126)

597/ Afrique matin (1994 JAF 0126 A)

P = Philippe Leymarie

T = Cessez le feu à partir de demain. C'est ce qu'affirment les médiateurs tanzaniens...

P : L'Australie serait disposée à envoyer des casques bleus à Kigali...

Pap. de Chantal Lorho :

«Il convient de rester prudent d'autant qu'il s'agit d'un cessez le feu unilatéral. Le FPR n'a pas signé le document mais il a fait savoir qu'il respecterait l'arrêt des tirs. C'est du moins ce qu'a indiqué le ministre tanzanien des Affaires étrangères.

L'annonce de ce cessez le feu semble quelque peu surprenante puisque les discussions qui avaient eu lieu à Arusha ont achoppé jeudi matin, le FPR refusant de

« négocier avec le gouvernement intérimaire, qu'il ne reconnaît pas, et d'apposer sa signature sur un quelconque document qui aurait pu justement cautionner ce gouvernement dont il nie la légitimité... »

Reportage de Jean Hélène dans le camp de Benako en Tanzanie :

Diffusé la veille au soir

Extrait diffusé :

Cris d'enfants enregistrés

« Il y a déjà foule devant ce dispensaire du camp de Benako qui n'est pas encore achevé... Le HCR est un peu débordé par ces 250 000 personnes... »

Docteur Etienne Kurg, coordinateur du CICR :

Apparemment, ils étaient très contents de passer la frontière...

Jean Hélène :

Plus de la moitié des réfugiés rwandais viennent des camps de déplacés de la région de Murambi... Marcus Dolder (?), responsable des opérations transfrontalières au CICR [explique cet afflux de réfugiés d'abord tutsis, ensuite hutus, en Tanzanie, depuis la reprise de la guerre civile]

Marcus Dolder :

[La première vague, c'est quand les affrontements entre le FPR et les FAR ont commencé] On a essayé en collaboration avec la fédération et la Croix rouge tanzanienne de mettre en œuvre une distribution. Alors aujourd'hui, on essaye de distribuer 280 tonnes d'haricots...

Jean Hélène :

... Peu de blessés aussi. Les gens ont fui avant d'être pris dans les combats. Mais la majorité, étant d'origine hutue, ont tous eu très peur d'être massacrés par le FPR. »

P : A Bruxelles, la coordination des ONG européennes se mobilise sur cette affaire du Rwanda, avec le Centre national de coopération et de développement belge pour obtenir un engagement plus conséquent de la communauté internationale.

Itw de Jean Ronveaux, porte-parole de cette organisation (Ghislaine Dupont) :

« Nous croyons que la communauté internationale n'a pas pris ses responsabilités, est très frileuse... On peut s'interroger sur le fait des ventes d'armes puisqu'il y a objectivement des ventes d'armes. S'il y a tant de tueries, c'est qu'il y a des ventes d'armes... Nous croyons objectivement que les ministres de la Coopération sont les vecteurs, les moyens pour qu'il y ait aujourd'hui quelque chose qui se passe. »

598/ Afrique midi (1994 JAF 0126 B) - 6 mai 1994

P = Pascal Gauthier

T = La Tanzanie annonce un cessez le feu au Rwanda pour demain que le FP n'a pas signé. Et pour l'instant, les combats sont toujours très violents à Kigali.

Enrobé de Thierry Perret :

«... On ne sait donc pas s'il y a eu un accord verbal au moins du FPR à son départ d'Arusha. La représentation du mouvement à Bruxelles n'en sait pas davantage pour le moment. Jacques Roger Booh Booh a montré un certain scepticisme sur la validité de ce nouveau cessez le feu signé unilatéralement... »

Jacques Roger Booh Booh, représentant du secrétaire général de l'Onu :

Vous savez qu'il y a treize jours, les deux parties avaient proclamé des cessez le feu unilatéralement... Tout ça n'a pas été exécuté sur le terrain... »

Itw de Jacques Roger Booh Booh, représentant du secrétaire général de l'Onu, de Nairobi (Jean Hélène) :

« ...Mais la vérité c'est, au moment où nous avons quitté Arusha, qu'il n'y avait pas de document signé par les deux parties. D'après ce qu'on m'a dit, le gouvernement intérimaire était d'accord pour signer ce cessez le feu mais qu'il y avait des réserves très fortes du côté du FPR.

(Q. de J. H. : A votre avis, où se situe le blocage, l'échec de ces négociations ?)

D'après ce qui a été dit officiellement, le FP ne reconnaît pas le gouvernement de transition qui est à Gitarama. C'est une position qui est connue depuis. Maintenant, les représentants du gouvernement de transition insistent pour que leur légitimité soit reconnue... Il n'a pas été possible de trouver un compromis...

(Q. de J. H. : Est-ce que le FPR serait prêt à discuter avec certaines personnalités du gouvernement ou de l'armée ? Est-ce qu'il y a moyen de trouver de ce côté-là un compromis ?)

Jusque là, le FPR semblait disposer à discuter avec certains éléments de l'armée mais vous savez au Rwanda les positions évoluent très vite. Je ne sais pas si cette situation est encore maintenue.

(Q. de J. H. : Vous voulez dire que le conflit peut se poursuivre ainsi pendant des mois ?)

Le conflit dure déjà depuis un mois et les forces en présence sont toujours là... »

599/ Afrique soir (1994 JAF 0126 C) - 6 mai 1994

P = Edmond Sadaka

T = Les combats continuent au Rwanda mais avec moins de violence. Deux cessez le feu sont annoncés d'ici la fin de la semaine.

Pap. de Thierry Perret :

« On ne peut pas dire que les choses s'éclaircissent sur le plan diplomatique avec cette annonce séparée de deux cessez le feu... Le FPR siège à Arusha mais ne signe pas... A noter enfin cette réaction plutôt sceptique de Jacques Roger Booh Booh qui souligne que les négociations d'Arusha n'ont produit pour l'instant que des cessez le feu séparés et non appliqués sur le terrain. »

P : ... Les victimes se comptent par dizaines, voire pas centaines de milliers. Il est très difficile d'établir un bilan précis. C'est à la mémoire de toutes ces victimes rwandaises que sera célébrée demain midi une messe à Notre Dame de Paris, un mois jour pour jour après la reprise de la violence au Rwanda.

Invité : Jacques Roger Booh Booh, représentant du secrétaire général de l'Onu.

Itw de Jacques Roger Booh Booh, représentant du secrétaire général de l'Onu, de Nairobi (Jean Hélène) :

« ... Les deux parties doivent faire confiance aux Nations unies. Ma première tâche sera de réfléchir à une force d'intervention. Sera-t-elle une Minuar renforcée ou bien une force africaine sur le modèle de l'Ecomog au Liberia ?... Je pense que ce qui posera problème, ce sera le mandat de cette force... Mais l'idée d'une force qui viendrait faire la guerre, qui serait une force d'interposition, depuis les événements de Somalie, cette idée ne joue pas d'un crédit assez fort aux Nations unies. »

- Journaux Afrique du 7 mai 94 (1994 JAF 0127)

600/ Afrique matin (1994 JAF 0127 A)

P = Philippe Leymarie

T = Cessez le feu normalement aujourd'hui au Rwanda. L'Onu espère reprendre ses vols à destination de Kigali.

Pap. de Thierry Perret :

« Comme il y a une dizaine de jours, les négociations d'Arusha ont donc abouti une deuxième fois à une déclaration séparée de deux trêves. L'une a été signée jeudi soir à Arusha par le gouvernement intérimaire... Le FPR, après avoir quitté la capitale tanzanienne, a annoncé plus tard qu'il observerait lui aussi un cessez le feu négocié à Gbadolite jeudi avec le Zaïre pour témoin... »

601/ Afrique midi (1994 JAF 0127 B) - 7 mai 1994

P = Pascal Gauthier

T = Les combats se poursuivent un peu partout au Rwanda. A Kigali, ce sont les affrontements à l'arme légère qui dominant...

Pap. de Monique Mas :

«... L'Onu essaye toujours de négocier le départ des civils qui souhaitent quitter Kigali. A l'intérieur du pays, des combats importants seraient concentrés au nord-ouest, autour de Nkumba, une position gouvernementale proche de la frontière ougandaise et qui défend la ville de Ruhengeri... »

P : Ce matin, le représentant du secrétaire général de l'Onu au Rwanda a tenu à souligner l'impartialité absolue de l'Onu dans sa tentative de renouer le dialogue entre les belligérants. Jacques Roger Booh Booh rejette les accusations de partialité qui auraient été lancées par plusieurs responsables du FPR et du gouvernement. Il se déclare perplexe face aux accusations sans fondement lancées avec légèreté par les parties rwandaises.

602/ Afrique soir (1994 JAF 0127 C) - 7 mai 1994

P = Edmond Sadaka

T = On se bat toujours à Kigali mais à l'arme légère essentiellement. Les deux cessez le feu annoncés pour ce week end restent très incertains.

Pap. de Monique Mas :

«Selon l'Onu, la journée a été émaillée de tirs violents à l'arme lourde... L'aéroport est toujours tenu par les forces gouvernementales. Elles ont disposé tout autour une douzaine de pièces d'artillerie... De son côté, le FPR affirme détenir l'aéroport dans sa ligne de tir. Autre objectif sans doute : derrière l'aéroport, le camp militaire de Kanombe. C'est l'une des bases gouvernementales importantes de la capitale avec le camp de la gendarmerie et le quartier général de la Garde présidentielle installé tout près de celui du FPR. »

Itw de Seth Sendashonga, membre du bureau politique du FPR, de Byumba (Monique Mas) :

« ... Si les FAR se dissocient de ce gouvernement, on est prêt à signer un accord de cessez le feu... »

(Q. de M. M. : Quel est l'objectif principal pour vous ?)

L'objectif principal serait de prendre Kigali bien entendu. A terme, c'est de cela qu'il s'agit.

(Q. de M. M. : Vous croyez à une solution militaire ?)

Nous pensons qu'il y a trois choses à faire à l'heure actuelle. Il faut nous laisser parachever le sauvetage des populations qui ont pu échapper au génocide et aux massacres. Il faut ensuite mettre hors d'état de nuire les éléments tant militaires que civils responsables de ces massacres et du génocide. Et surtout ici je parle de commanditaires. Et ensuite, il faut nous laisser rétablir l'ordre et la sécurité à travers tout le pays et pour tout le monde. On sait qu'il y a des éléments sains au sein de cette armée mais qui sont otages de leur milieu, de leur commandant. Mais si jamais les commandants se rendaient compte que cette complicité avec une classe de politiciens véreux est sans issue, on est toujours prêt à les accueillir. »

- Journaux Afrique du 8 mai 94 (1994 JAF 0128)

603/ Afrique matin (1994 JAF 0128 A)

P = Danielle Lefèvre

T = Incertitudes à propos des cessez le feu annoncés dans le désordre par le FPR et le gouvernement intérimaire. A Kigali, les combats d'hier se sont concentrés autour de l'aéroport.

Pap. de Monique Mas :

Diffusé la veille au soir

Itw de Seth Sendashonga, membre du bureau politique du FPR, de Byumba (Monique Mas) :

Diffusée la veille au soir

P : ... Le CICR a commencé à mettre en place une nouvelle antenne chirurgicale au sud-ouest de Kigali pour désengorger l'hôpital de la capitale où s'entassent aujourd'hui plus de 2 000 blessés.

604/ Afrique midi (1994 JAF 0128 B) - 8 mai 1994

P = Pascal Gauthier

T = Accalmie à Kigali. Le cessez le feu annoncé par le gouvernement intérimaire est théoriquement entré en vigueur la nuit dernière.

Pap. de Monique Mas :

« ... Les combats autour de l'aéroport se sont interrompus... Mais ce matin, un avion de l'Onu a pu amener dans la capitale le représentant du secrétaire général, Jacques Roger Booh Booh... Accalmie tactique ou arrêt des tirs délibéré, l'Onu ne se risque pas pour le moment à trancher... Reste à savoir quel profit les adversaires pourraient tirer d'un trêve... Les organisations humanitaires voudraient pouvoir évacuer les civils qui le souhaitent. »

P : Le secrétaire américain adjoint aux droits de l'homme poursuit sa tournée dans la région. Il a rencontré hier le Premier ministre tanzanien. Les deux hommes se sont prononcés pour le déploiement d'observateurs internationaux au Rwanda pour faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire. Ils ont précisé qu'un cessez le feu devait auparavant entrer en vigueur...

605/ Afrique soir (1994 JAF 0128 C) - 8 mai 1994

P = Yves Rocle

T = Relative accalmie à Kigali mais les cessez le feu ne sont pas respectés.

P : ... Un des dirigeants du FPR à Kigali a indiqué que son mouvement s'apprêtait à lancer une offensive sur l'aéroport...

Pap. de Monique Mas :

« Selon John Shattuck, secrétaire américain adjoint aux droits de l'homme, les deux parties seraient d'accord sur le principe d'une rencontre entre leur commandant en chef. Un contact exclusivement militaire qui pourrait se faire autour du général Dallaire... John Shattuck en convient. Il ne sera pas facile d'obtenir un cessez le feu. Mais c'est l'un des cinq objectifs des Etats-Unis au Rwanda. Les autres étant d'arrêter les massacres des civils, de déterminer les responsables de ces massacres, d'accélérer l'acheminement de l'aide humanitaire et enfin de ramener les adversaires à la table des négociations... Quant à l'urgence humanitaire, les Etats-Unis ont déjà fourni pour 363 millions de dollars d'aide aux réfugiés et aux déplacés rwandais... »

- Journaux Afrique du 9 mai 94 (1994 JAF 0129)

606/ Afrique matin (1994 JAF 0129 A)

P = Danielle Lefèvre

T = Toujours pas de cessez le feu entre les belligérants. Pourtant d'après les Etats-Unis, les deux parties seraient d'accord pour une rencontre entre les deux commandants en chef.

P : Il n'y a pas eu de miracle, pas de cessez le feu...

Pap. de Monique Mas :

Diffusé la veille au soir

607/ Afrique midi (1994 JAF 0129 C) - 9 mai 1994

P = Pascal Gauthier

T = De nouveaux violents combats à Kigali à l'arme lourde. La Tanzanie met en garde les belligérants contre les violations de sa frontière.

Corr. de Jean Hélène de Nairobi :

«Après une heure de vol, alors que venions de passer au dessus du lac Victoria, l'Hercule C-130 a reçu l'ordre de retourner à sa base de Nairobi, la sécurité de l'aéroport de Kigali, atteint de un ou plusieurs obus, n'étant plus garantie. De retour à Nairobi, on apprenait que de violents combats à l'arme lourde avaient éclaté dans plusieurs endroits de la ville... Ce même appareil avait été la cible de tirs jeudi dernier lors de son atterrissage à Kigali, ce qui l'avait obligé à repartir aussitôt. Les troupes rebelles du FPR sont arrivées à quelques km de la capitale et leur commandant a affirmé ces jours-ci à des journalistes que l'aéroport de Kigali était un des principaux objectifs du FPR. »

608/ Afrique soir (1994 JAF 0129 D) - 9 mai 1994

P = Yves Rocle

T = Les combats redoublent de violence à Kigali. Le FP vise particulièrement un camp militaire proche de l'aéroport.

Corr. de Jean Hélène de Nairobi :

Diffusée à midi

Pap. de Ghislaine Dupont :

«Les combats à l'arme lourde ont pour cible le camp militaire de Kanombe situé près de l'aéroport ainsi que celui de la Garde présidentielle. Les attaques du FPR semblent aujourd'hui plus ciblées sur les secteurs stratégiques tenus par les gouvernementaux. La bataille de Kigali pourrait rentrer dans une phase peut être plus décisive... Pour le FPR, qui rencontre dans la capitale une résistance plus forte que prévue, l'aéroport est l'un de ces points stratégiques... »

P : Sur le plan humanitaire, la situation empire de jour en jour. Non seulement les massacres semblent se poursuivre mais en plus les vivres manquent... Du côté de l'Onu et de l'Oua, apparemment pas d'évolution. Le président kenyan a simplement fait savoir qu'il n'envisageait pas d'envoyer de troupes dans une éventuelle force inter-africaine de maintien de la paix au Rwanda.

- Journaux Afrique du 10 mai 94 (1994 JAF 0130)

Afrique matin (1994 JAF 0130 A)

BANDE MANQUANTE

Contenu de la notice Loris :

RWANDA L'ONU SUSPEND SES VOLS SUR KIGALI PAP G DUPONT
LA MISE EN GARDE DE LA TANZANIE PAP J HELENE

609/ Afrique midi (1994 JAF 0130 B) - 10 mai 1994

Pas de mention du Rwanda

610/ Afrique soir (1994 JAF 0130 C) - 10 mai 1994

P = Yves Rocle

T = Bataille à Kigali. Le FPR est nettement à l'offensive.

P : L'avion de l'Onu qui avait du rebrousser chemin hier a pu se poser cet après midi à Kigali. L'envoyé spécial de RFI, Jean Hélène, était à bord.

Corr. de Jean Hélène de Kigali :

« Les combats à l'arme lourde qui duraient depuis l'aube se sont arrêtés en début d'après midi, peu avant l'arrivée de l'Hercule C-130. A la Minuar, on affirme avoir demandé expressément une trêve aux belligérants pour pouvoir évacuer le corps du casque bleu ghanéen tué lundi soir. Il a été touché par un éclat d'obus tombé sur le stade Amahoro, où près de 3 000 réfugiés sont gardés par des militaires ghanéens. L'appareil onusien est resté 20 minutes au sol, le temps pour les casques bleus de rendre les honneurs à leur camarade. Au crépuscule, les duels d'artillerie ont repris mais avec une moindre intensité et à la périphérie de la capitale. D'après les informations disponibles, les troupes du FPR n'ont pas progressé à Kigali de façon significative depuis 48 heures, malgré de très violents combats notamment autour du camp de Kanombe où sont cantonnés quelques 4 000 paracommandos. Selon certains observateurs, la stratégie du FPR serait de pilonner le camp plusieurs jours de suite avant de lancer un assaut terrestre. Plus au sud, le FPR a gagné du terrain et il peut maintenant, soit remonter sur Kigali, soit poursuivre vers l'est en direction de Gitarama, siège du gouvernement intérimaire. Mais il se heurtera sans doute aux forces régulières déployées dans la région pour stopper son avance. »

- Journaux Afrique du 11 mai 94 (1994 JAF 0131)

611/ Afrique matin (1994 JAF 0131 A)

P = Danielle Lefèvre

T = Le FPR accentue sa pression sur les forces gouvernementales à Kigali et dans le sud du pays. Le secrétaire général de l'Onu revient à la charge et préconise l'envoi de 5 500 casques bleus au Rwanda.

Corr. de Jean Hélène de Kigali :

Diffusée la veille au soir

Corr. de Pierre Cayrol de Washington :

«Le document n'est qu'un document de travail, autrement dit aucune des mesures qu'il n'envisage n'a été adoptée ni même encore examinée par les quinze membres du Conseil de sécurité... Ce texte prévoit l'envoi de 5 500 nouveaux casques bleus

après l'adoption d'une nouvelle résolution du Conseil de sécurité. Ces soldats dont on ne dit pas la nationalité seraient envoyés en vagues successives... »

P : Hier, le président Mitterrand a rappelé que la France restait à la disposition de l'Onu mais qu'il n'était pas question qu'elle agisse seule. Nos soldats, a-t-il dit, ne doivent pas devenir les arbitres internationaux des crises dans le monde.

612/ Afrique midi (1994 JAF 0131 C) - 11 mai 1994

P = Donaig Le Du

T = Des combats très violents à Kigali ce matin. Le FPR progresserait vers le centre ville.

Corr. de Pierre Cayrol de Washington :
Diffusée le matin

P : Le président Mitterrand ne semble pas hostile à priori à un renforcement éventuel de la présence des Nations unies au Rwanda. François Mitterrand intervenait hier soir à la télévision pour le treizième anniversaire de son arrivée au pouvoir.

Itw de François Mitterrand (TF1 et France 2) :

« Nous restons à disposition des Nations unies, qui s'était emparées de ce problème, mais qui, devant la violence des combats, l'assassinat des présidents rwandais et burundais, les avancées du mouvement d'opposition appuyé, basé sur le pays voisin, l'Ouganda, tout ça à cause des affinités ethniques, les Nations unies se sont retirées. Nous n'avons pas à nous substituer. Ce n'est pas notre rôle. Nous sommes à la disposition. Nous voulons bien être les bons soldats de la paix pour les Nations unies. Mais il faut qu'on nous le demande. Il faut que cela s'organise. Il faut qu'il y en ait d'autres à nos côtés. Nous ne sommes pas destinés à faire la guerre partout, même lorsque c'est l'horreur qui nous prend au visage. Nous n'avons pas les moyens de le faire et nos soldats ne peuvent pas être les arbitres internationaux des passions qui bouleversent et déchirent tant et tant de pays. »

P : La France vient d'affréter deux avions humanitaires qui partiront demain et après demain en direction de Bujumbura... Alors que les combats continuent de faire rage, un appel de Monseigneur Perraudin, l'ancien archevêque du Rwanda a quitté le pays il y a cinq mois après y avoir passé quarante ans. Il est désormais en retraite et il vit en Suisse. Il a tenu à adresser un message de paix à la population.

Itw de Monseigneur Perraudin (Muriel Pomponne) :

« Je voudrais leur dire d'arrêter, d'arrêter la guerre, d'arrêter ces massacres, toutes ces inimitiés. Il faut que les Rwandais s'entendent entre eux, se réunissent, qu'ils dialoguent, qu'ils trouvent des solutions à tous ces problèmes. Il y a des problèmes réels. Il faut que le droit prime la force et qu'on cherche à se rencontrer pour qu'on sauve le pays. »

613/ Afrique soir (1994 JAF 0131 D) - 11 mai 1994

P = Yves Rocle

T = Le Ghana, le Nigeria et la Tanzanie prêts à envoyer 5 500 casques bleus au Rwanda. C'est Boutros Boutros-Ghali qui l'annonce.

Pap. de Monique Mas :

«Selon Boutros-Ghali, ce qu'il faut c'est arrêter le génocide, assister les réfugiés et protéger les organisations humanitaires. Pour cela, le secrétaire général de l'Onu envisage une force de 5 500 hommes qui seraient autorisés à se défendre s'ils sont attaqués. Rien n'indique en revanche que ces casques bleus aient mandat de défendre les civils contre les miliciens dans les zones où ils seront déployés. L'Onu n'a pas pu jusqu'à présent empêcher le génocide. Elle a perdu dix casques bleus belges et réduit sa mission au Rwanda à la portion congrue. Boutros-Ghali en rejette la responsabilité sur le Conseil de sécurité, agité, il est vrai, par des divergences, à l'égard des auteurs des massacres d'une part, et des acteurs de la guerre d'autre part. En revanche, la perspective d'une force d'interposition militaire ne paraît plus à l'ordre du jour. Elle ne faisait pas consensus et aurait impliqué de combattre le FPR. Boutros-Ghali n'a pas parvenu à convaincre les Africains de tenter l'aventure. Il relance l'idée d'une nouvelle mission humanitaire onusienne d'envergure. Cette fois, Nigériens, Ghanéens et Tanzaniens sont d'accord pour fournir des troupes. »

- Journaux Afrique du 12 mai 94 (1994 JAF 0132)

614/ Afrique matin (1994 JAF 0132 A)

P = Philippe Leymarie

P : Les combats se poursuivent à Kigali et ils pourraient durer encore longtemps, c'est ce qu'affirme le commandant de la Minuar. Les maquisards rebelles, les nouvelles recrues du FPR et les réfugiés se croisent sur la route du nord qui va vers la capitale. Reportage Jean Hélène.

Corr. de Jean Hélène de Byumba :

«A la hauteur du quartier général du FPR à Kigali, le convoi s'engage sur une mauvaise piste et pendant une demi-heure traverse des hameaux bombardés, pillés et sentant la mort. Ca et là, dans les bananeraies, des cadavres réduits à l'état de squelette. Ici, une camionnette chargée d'une canon et de boites de munitions se dirige vers Kigali. Et, enfin à 7 km de Kigali, la route asphaltée qui mène à Byumba. En chemin, nous dépassons quelques centaines de personnes marchant vers le nord avec leur baluchon. Puis un immense camp de déplacés puis un autre, très récent, où les gens s'abritent sous des huttes de feuillage. Une colonne de nouvelles recrues le crâne rasé marche vers le sud, vers le front. Et la route monte enfin sur les crêtes d'où l'on domine les collines tapissées d'innombrables petits champs. Les récoltes sont presque mûres mais la campagne est déserte, tout comme la ville de Byumba où l'on arrive bientôt. Hormis les combattants du FPR, il y a très peu de monde dans les rues. La ville ne semble ni détruite, ni pillée mais abandonnée. Seule la résidence touristique du village Urumuri s'anime un peu. Paul Kagame, le chef d'état major du FPR, reçoit aujourd'hui une délégation onusienne et quelques journalistes. »

Pap. de Monique Mas :

Diffusé la veille au soir

615/ Afrique midi (1994 JAF 0132 C) - 12 mai 1994

P = Donaig Le Du

T = Le Haut commissaire des Nations unies pour les droits de l'homme aurait obtenu l'accord des forces gouvernementales rwandaises pour l'évacuation des civils réfugiés à Kigali.

Itw de Thérèse Gasto, porte-parole du Haut commissaire des Nations unies pour les droits de l'homme, à Genève (Assane Diop) :

« Le Haut commissaire des Nations unies aux droits de l'homme s'est rendu au Rwanda. Il a demandé ce matin que des mesures soient prises pour que ces otages de la violence qui se trouvent dans un stade, dans l'hôtel Mille Collines, dans l'hôpital roi Fayçal soient libérés. A cette fin, le Haut commissaire des Nations unies pour les droits de l'homme s'est entretenu ce matin avec le chef des FAR, le général Augustin Bizimungu ainsi qu'avec le directeur de cabinet du ministre de la Défense. Ces deux personnalités lui ont donné des assurances qu'ils allaient prendre des mesures immédiates en vue de libérer ces personnes. Mais bien entendu ils doivent eux-mêmes négocier avec d'autres forces en présence qui ont un mot à dire. Mais ce qui est important, c'est l'appel du haut commissaire et le fait qu'il est déjà trouvé un premier écho positif.

(Q. d'A. D. : Et ces personnes seraient transférées en territoire rwandais ou dans les pays voisins ?)

Ecoutez, on n'est pas entré dans ces détails. Ce qui est important c'est qu'ils soient transférés dans des lieux sûrs. »

P : ... Jean Hélène a rencontré hier à Byumba le chef du FPR, le major général Paul Kagame. Il lui a demandé s'il serait favorable à l'envoi de forces étrangères au Rwanda.

Itw de Paul Kagame de Byumba (Jean Hélène) - (trad. de Monique Mas) :

« Ce n'est pas leur nombre qui nous importe, c'est leur rôle. Que des forces viennent sous l'égide de l'Onu ou de n'importe qui d'autre, cela ne nous pose aucun problème s'il s'agit d'apporter une aide humanitaire. En revanche, nous ne sommes pas d'accord pour ceux que certains appellent une force d'intervention. Etant donné que le génocide a déjà eu lieu en toute impunité, nous ne comprenons pas quel pourrait être le but d'une force d'intervention. Dans les circonstances actuelles, une force d'intervention serait inappropriée. En fait, une telle force protégerait surtout les responsables du génocide. »

Corr. de Jean Hélène de Byumba :

Diffusée le matin

Afrique soir (1994 JAF 0132 D) - 12 mai 1994

BANDE MANQUANTE

Contenu de la notice Loris :

RWANDA POSSIBLE ACCORD EVACUATION (BENRAAD) QUESTION ENVOI CASQUE S BLEUS (son KAGAME)

RWANDA 1° MINISTRE TRANSITION (son TWAGIRAMUNGU/MAS)

- Journaux Afrique du 13 mai 94 (1994 JAF 0133)

616/ Afrique matin (1994 JAF 0133 A)

P = Philippe Leymarie

Pap. d'Addala Benraad :

« L'accord a été obtenu à l'issue d'un entretien avec le chef des FAR et le directeur de cabinet de la Défense. Ces deux personnalités ont assuré le Haut commissaire des Nations unies aux droits de l'homme que des mesures seraient prises très rapidement pour la libération de civils. Reste à obtenir l'accord des milices pour que ces libérations soient effectives. Ce sont les miliciens qui encerclent l'hôtel des Mille Collines, l'hôpital du roi Fayçal et le stade de Kigali où sont réfugiés de nombreux civils... »

Itw de Faustin Twagiramungu, Premier ministre désigné, de Bruxelles (Monique Mas) :

« La communauté internationale devrait d'abord nous aider, à tout prix, à instituer un tribunal pour juger les criminels... Deuxièmement, il faudrait essayer de créer des pouvoirs pour la protection des réfugiés... Il faudrait que le rôle que jouait la Minuar soit redéfini... Quant au génocide, nous ne pouvons pas mélanger la guerre et les massacres. Les massacres qui ont été ordonnés au Rwanda diffèrent totalement de la guerre. Et je dois préciser que cette guerre a été la conséquence de ces massacres. Ici je diffère carrément avec ceux qui prétendent que c'est le FPR qui a fait la reprise des hostilités. »

P : Opinion donc du Premier ministre désigné par les accords d'Arusha.

617/ Afrique midi (1994 JAF 0133 B) - 13 mai 1994

P = Donaig Le Du

T = Les 20 000 civils réfugiés à Kigali dans les hôtels, les stades, les hôpitaux, pourront-ils être évacués ? Les Nations unies ont reçu l'accord de principe des deux parties. Mais un accord qui sera difficile à mettre au oeuvre.

Pap. de Dominique de Courcelles :

«... Le premier obstacle que l'on voit tout de suite, c'est le rôle des milices... Hors le chef d'état major des armées, Augustin Bizimungu, a déclaré qu'entre deux maux, il choisissait le moindre. C'est-à-dire qu'il préférerait lutter contre le FPR plutôt que de contrôler les milices. Ce qui veut quand même dire à termes à peine voilés qu'il leur laisse carte blanche pour continuer les massacres pendant que l'armée, elle officiellement, participe au sauvetage des réfugiés. C'est inquiétant sur les véritables intentions de l'armée. Deuxièmement, à supposer même que les réfugiés puissent sortir de leur abri, où les emmener ? Ils sont 20 000, ce qui n'est pas négligeable, appartenant aux deux communautés, Hutu et Tutsi, et voulant aller à l'étranger, soit rester au Rwanda, au milieu des leurs et non dans une zone contrôlée par l'ennemi... »

P : On parle Dominique de 20 000 réfugiés. Sait-on de qui il s'agit ?

Suite du pap. de Dominique de Courcelles :

« ... Impossible pour eux de sortir sans se faire tuer. Parmi ces réfugiés, il y a de tout. Des intellectuels, des commerçants, des personnalités. Sans doute une majorité de Tutsi mais des Hutu aussi, tous inquiétés pour leur appartenance ethnique ou politique et vivant dans la terreur d'être tués. La plupart de ces réfugiés n'ont pas quitté leur abri depuis plus d'un mois... La situation ne peut plus durer comme ça. »

Itw de Faustin Twagiramungu, Premier ministre désigné, de Bruxelles (Monique Mas) :

« Nous sommes en contact avec ceux qui sont restés au Rwanda...et avec ceux qui se trouvent à Bruxelles. Nous pensons qu'il faut mettre sur pied un comité de coordination de toutes ces forces-là. Il faut faire quelque chose afin que le peuple rwandais sache que l'opposition existe toujours... »

Invité : Augustin Bizimungu, chef d'état major des FAR.

Itw d'Augustin Bizimungu, chef d'état major des FAR (Jean Hélène) :

« Je suis très favorable au renforcement de la Minuar, surtout pour l'aide humanitaire... Kigali se détruit chaque jour par les bombes. S'il y avait quelqu'un pour nous aider à ne pas détruire parce que nous détruisons les infrastructures économiques... Une force qui nous aiderait au moins à ne pas continuer ces destructions nous serait d'une très grande utilité. Pour nous, ce serait une force dissuasive mais qui peut se défendre en cas d'attaque éventuelle.

(Q. de J. H. : Est-ce vous avez des nouvelles sur le front des négociations ? Est-ce qu'on peut espérer bientôt un cessez le feu qui tiendra cette fois-ci ?)

Vous parlez de cessez le feu. C'est pas la première fois qu'on en parle au Rwanda. On a toujours eu confiance. On est arrivé à un accord de paix qui était presque mis en application. Le cessez le feu effectif, tout cela n'est que des étapes. Des étapes qui nous attendent grandement...

(Q. de J. H. : L'armée rwandaise s'est révélée incapable de faire cesser les massacres. Comment expliquez-vous cela ?)

Dans la nuit du 6 au 7, l'avion présidentiel a été descendu par, moi je suppose, le FPR et ses alliés. Il s'en est suivi le lendemain, d'abord une explosion de colère. Dans la population, il y a eu des tueries, des massacres. Les gens se sont entretués. Dans l'après-midi, il y a eu l'attaque du FPR contre toutes les positions des forces armées... Il y eu aussi embrasement dans presque tout le pays. Les Hutu et les Tutsi ont commencé à s'entretuer. Dès lors, ou bien on devait laisser le FPR entrer pour pouvoir aller pacifier, ou bien on devait faire face au FPR. Il y avait deux contraintes. D'abord faire face au FPR et maintenir la sécurité. Alors il fallait choisir une priorité. On a choisi la première priorité qui était de contenir le FPR.

(Q. de J. H. : Aujourd'hui on ne peut pas dire que les massacres ont cessé. On a vraiment l'impression que les milices dominent l'armée. Par exemple, l'évacuation

des réfugiés du Mille Collines n'a pas pu se faire, apparemment, parce que les milices s'y sont opposées alors que l'armée s'était mise d'accord avec la Minuar ?)

... Moi j'avais cru qu'avec le minimum de moyens que la Minuar disposait, elle pouvait constituer les colonnes. Malheureusement, comme cette évacuation s'est faite précipitamment, la Minuar a rencontré une résistance de la population.

Actuellement, nous sommes en train de chercher des contacts utiles pour que la prochaine évacuation se fasse de façon plus organisée et mieux préparée.

(Q. de J. H. : Pour vous, les milices représentent une force populaire et auxquelles il vous est difficile de vous opposer, il est difficile de maîtriser ?)

Non, elles ne sont pas du tout difficilement maîtrisables. Mais c'est qu'un prélèvement quelque part pour pouvoir s'atteler à un autre problème. Entre deux maux, nous choisissons le moindre... »

618/ Afrique soir (1994 JAF 0133 C) - 13 mai 1994

P = Edmond Sadaka

P : Le Conseil de sécurité pourrait décider ce soir le renforcement de la Minuar... Sur le terrain, en tout cas, les combats, les massacres et l'exode continuent. Le point tout de suite de la situation militaire avec Jean Hélène.

Corr. de Jean Hélène de Kigali :

« ...Il semble que le FPR ait une fois de plus tenté d'isoler les paracommandos de Kanombe qui défendent l'aéroport. On ignore pour le moment si le FPR a été ou non repoussé. S'il est clair que l'armée rwandaise a réussi jusqu'à présent à contenir le FPR dans la capitale, en revanche, les rebelles gagnent du terrain en province. Ils contrôlent maintenant le nord-est et l'est du pays ainsi qu'une région au sud de Kigali qui leur a permis d'atteindre la frontière burundaise... Mais ce qui est sûr, c'est qu'aucun des belligérants ne semblent décider à cesser les combats et encore moins à accepter une force d'intervention onusienne. »

P : ... Le gouvernement français a fait savoir ce vendredi qu'il est intervenu auprès du secrétariat général de l'Onu pour que la protection des personnes réfugiées à l'hôtel des Mille Collines soit renforcée par des éléments de la Minuar. Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères précise qu'il dispose d'informations faisant état de menaces qui pèseraient sur les personnes se trouvant dans cet hôtel de Kigali.

- Journaux Afrique du 14 mai 94 (1994 JAF 0134)

619/ Afrique matin (1994 JAF 0134 A)

P = Philippe Leymarie

T = Le Conseil de sécurité reporte de plusieurs jours son vote sur le renforcement de la Minuar.

Corr. de Pierre Cayrol de Washington :

« ... C'est la délégation américaine qui a demandé un délai... M. Boutros-Ghali avait proposé l'envoi de 5 500 hommes mais les Américains aimeraient réviser ce chiffre à la baisse pour des raisons d'économie... Les conciliabules continuent... Boutros-Ghali a estimé quant à lui à 115 millions de dollars pour six mois le déploiement de 5 500 casques bleus au Rwanda. »

620/ Afrique midi (1994 JAF 0134 B) - 14 mai 1994

P = Sylvie Noël

P : Toujours pas de décision de l'Onu concernant le Rwanda alors que ce matin des tirs d'artillerie se poursuivent à Kigali. Le point sur la situation des combats avec Moctar Gueye, le porte-parole de la Minuar.

Itw de Moctar Gueye, porte-parole de la Minuar (François Picard) :

«Il y a eu dans la matinée des échanges de tirs assez nourris en direction du centre ville et de l'aéroport, me semble-t-il...La tactique, c'est probablement de garder des positions sûres et de voir venir. Plutôt une guerre d'usure. »

P : ...Les massacres se sont succédés au Rwanda. Difficile d'établir un bilan dans l'enfer qu'est devenu le Rwanda. A la suite de ces massacres, ce sont bien souvent les milices qui ont été montrées du doigt, les Interhawe, ex-milices de l'ancien parti unique, le MRND. A la tête de ces miliciens, un homme, Robert Kajuga.

Corr. de Jean Hélène de Kigali :

«Quelques maison basses dans le quartier de Nyamirambo au bout d'une ruelle en terre. Un poste de contrôle puissamment gardé devant un café qui sert de salle de réunion. C'est ici le quartier général des miliciens. Leur président, Robert Kajuga, nous reçoit solidement entouré de ses conseillers. Agé de 33 ans, il a fondé les